



# Pyrénées 64 en lutte



49 avenue Dufau 64000 PAU  
[ihscgt64@orange.fr](mailto:ihscgt64@orange.fr)  
<https://ihs64.fr/index.php>



**N° 4 - OCTOBRE 2024**  
Nouvelle série (Bulletin N° 80)  
N° ISSN : 3040-0406

## ÉDITO

**ALAIN SERRE**

# DU DÉNI DE DÉMOCRATIE... AU COUP D'ÉTAT PERMANENT

Le 7 juillet dernier, des millions d'électeurs se sont prononcés pour en finir avec la politique de Macron et pour un changement profond de politique en rupture avec celle menée depuis 7 ans au service du capital et des plus riches.

Ils ont placé en tête le programme du Nouveau Front Populaire (NFP) qui ambitionne d'abroger les principales contre-réformes imposées par Macron dont celle concernant les retraites.

Le président de la République passe un accord avec Marine Le Pen et désigne le réactionnaire Michel Barnier premier ministre pour que le gouvernement constitué poursuive la casse des conquies sociaux, organise la marche à la guerre et fasse le lit du fascisme. Les institutions réactionnaires de la 5<sup>ème</sup> République dont le RN est actuellement un farouche défenseur, ont permis au monarque, malgré sa cuisante défaite électorale, de barrer la route de Matignon à Lucie Castets afin que le programme de rupture du NFP ne soit pas mis en vigueur.

L'extrême-droite et Macron ont pactisé et réalisé un coup de force pour maintenir le régime en place et aggraver encore la situation en allant au bout de la loi « asile et immigration » et en s'attaquant à la sécurité sociale, aux droits des chômeurs, à la population laborieuse, aux retraités et à toute la jeunesse.

Le projet de budget 2025 vise à ce que « les gens d'en bas » payent la dette tout en doublant la somme allouée aux armées et en utilisant 100 milliards de recettes provenant de la TVA pour financer les cadeaux au patronat.

Les manifestations se développent face à la gravité de la situation, la colère grandit dans le pays et beaucoup exigent le départ du président de la République responsable de ce déni de démocratie et instigateur de ce coup d'État permanent.

Aux yeux de notre histoire sociale, un constat s'impose : rien ne se fera sans le mouvement social.

Bien que notre situation actuelle ne soit pas comparable à 1936 du fait que le poids des organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier se soit affaibli, souvenons-nous que la victoire du Front Populaire, dont le programme était bien mince à l'époque, a donné des ailes à la classe ouvrière qui a déclenché et organisé une grève générale avec occupations des usines d'une telle puissance

que le patronat et le gouvernement ont dû négocier des conquies sociaux importants tels les congés payés, les 40 heures, les conventions collectives et de fortes hausses de salaire.

C'est un enseignement qui garde toute son actualité car nous entrons dans une période qui va être caractérisée par des conflits sociaux de grande importance partout dans le monde face aux offensives du capital visant à détruire tout ce qui a été obtenu par les luttes passées.

Macron utilise toutes les ficelles de la 5<sup>ème</sup> République au compte du capital comme ses prédécesseurs l'on fait avant lui dont un certain François Mitterrand pendant 14 ans à l'Élysée qui avait auparavant dénoncé à juste titre ces institutions dans un célèbre livre « Le coup d'État permanent ».

Ces institutions sont nées en 1958 d'un coup d'État portant le général De Gaulle au pouvoir en s'appuyant sur un exécutif très fort sans mettre en place une assemblée constituante et dont les caractères principaux sont l'antiparlementarisme, le manque de démocratie et la répression.

Les rédacteurs de la constitution sont des proches de De Gaulle dont Michel Debré qui sera premier ministre mais aussi d'anciens pétainistes qui souhaitent se doter d'institutions très autoritaires permettant la mise en place des pouvoirs spéciaux.

On le voit bien aujourd'hui, la 5<sup>ème</sup> République a été conçue pour que l'exécutif ne perde jamais la main.

C'est bien pour cela qu'il faut en finir avec elle et bâtir de nouvelles institutions répondant aux exigences du peuple en matière de démocratie et de politique sociale.

De fait, le nouveau gouvernement et le premier ministre sont illégitimes et le président de la République est de plus en plus rejeté.

### **Une nouvelle situation s'ouvre.**

L'heure est aux luttes offensives pour faire reculer le capital et à la construction d'un rapport de forces ouvrant de réelles perspectives pour transformer la société et construire un avenir rempli d'humanité.

**Ayons toujours en tête que la lutte des classes est le moteur de l'histoire !**

# 50<sup>e</sup> anniversaire de la grande grève d'octobre/novembre 1974

Claude Graciet IHS 64

Le journal catégoriel de la FAPT CGT « **Le préposé de l'acheminement** » N° 163 de Novembre-Décembre 1974 titrait, à propos de ce mouvement qui arrivait deux ans après la signature du programme commun et six mois après des élections gagnées par la droite :

« **La plus grande grève des P.T.T. démocratique, unitaire et consciente pour vivre mieux, défendre le service public, améliorer les conditions de travail : LES 200 F, LES 1700 F, LES EFFECTIFS !** »

De la lecture des revues de l'IHS CGT et de la FAPT64 CGT sur ce mouvement inédit dans son ampleur et sa durée, nous relevons quelques extraits : « ... *Le début des années 1970 est marqué par l'accélération de la guerre économique entre les États capitalistes. Les conséquences en sont, entre-autres, la politique d'austérité, la casse industrielle, un chômage massif avec perte et blocage des salaires...* Dans ce contexte la situation dans les PTT, est extrêmement dégradée avec des conditions de travail invivables... des suppressions d'emplois et des licenciements d'auxiliaires par milliers sur fond de restructurations, d'automatisation des centraux téléphoniques, d'informatisation et modernisation des services ». Le manque d'effectifs est tellement criant que le secrétaire d'Etat aux PTT, **LELONG**, déclarait dans la presse en Avril 1974 « **je redoute un effondrement total de la Poste** »

Il y avait là les ingrédients pour nourrir un profond mécontentement parmi le personnel. Cependant, nous n'imaginions pas l'ampleur que le mouvement allait atteindre. Dans notre département des Pyrénées-Atlantiques, comme dans tout le pays, du 17 octobre au 2 décembre 1974, le personnel des PTT va vivre la plus longue grève de son histoire (47 jours pour certains).



Elle s'étendra rapidement à l'ensemble des centres de tri parisiens, puis touchera la totalité des services du pays: acheminement, distribution, financiers et des centraux téléphoniques du pays. Les A.G. assemblées générales et manifestations seront quasi quotidiennes et les réunions de coordinations fréquentes (Fédération, Région) à PAU où elles se déroulent le dimanche, dans la salle à manger de notre camarade Jeannot BALDONADO secrétaire départemental ! (Les locaux syndicaux étaient fermés ces jours-là !)

L'ampleur de ce mouvement, la pratique syndicale, l'engagement des grévistes sont-ils bien appréciés aujourd'hui ? Dans un article intitulé « **Mai 68 dans la pensée** » (de Michel FEHER philosophe Belge) nous avons relevé une déclaration : « **La grande contestation de 1968 occupe une place longtemps réservée à...la révolution de 1789!** » Appréciation juste ? un peu exagérée ? Difficile d'y répondre ! Nourrie par le contexte politique, économique, l'austérité, les menaces sur les statuts, les atteintes aux conditions de vie et de travail, assurément cette vague déferlante,

était d'une ampleur exceptionnelle et aujourd'hui encore inédite...

La combativité sera décuplée par une déclaration, pour le moins maladroite, du Ministre **Pierre LELONG** : « **Le travail, dans les centres de tri, si j'ose le dire, est l'un des métiers le plus idiot qu'il soit** » Elle fut prononcée, après le déclenchement de la grève, le 17 octobre 1974, suite au refus du Chef du Centre de tri postal de la gare de Lyon (P.L.M) de recevoir une délégation du personnel afin de discuter de l'insuffisance des effectifs. Elle éclairera le personnel sur l'entêtement du Ministre et des dirigeants du service public postal. Le conflit s'étendra rapidement à l'ensemble des services.

La mobilisation des militants et des personnels sera immédiate et très importante. Le 19 octobre, la grève touchera l'ensemble des services. L'intransigeance du pouvoir politique va se manifester par un refus catégorique de négocier. Le 24 octobre, s'ouvriront enfin, des négociations sur l'auxiliariat. Elles se heurteront à un refus de discuter sur les créations d'emplois et l'augmentation des salaires.

Le 6 novembre, le relevé de décisions sera rejeté par le personnel.

Le 15 novembre 1974, un mois après le début du conflit, le taux de grévistes dans les centres de tri de la région parisienne s'élèvera à 91 %. La grève est relancée le 19 novembre par une journée d'actions interprofessionnelles.

Mais, les forces s'épuisant, le 2 décembre 1974 le personnel des PTT reprendra le travail après plus de **45 jours de grève**.

Les militantes et militants, les syndiqués et le personnel, dans une large unité, ont fait preuve d'une très intense activité pour : organiser, animer, impulser la grève et sa reconduction journalière. Sur le secteur Pays Basque, une A.G. journalière se déroulait à la Bourse du Travail de Bayonne, avec des participations, certains jours, de plus de 400 personnes ! Paradoxalement il nous était difficile de réunir les syndiqués CGT avant ou après l'AG quotidienne. La peur de nuire à l'unité, de casser l'idée du « **tous ensemble** » étaient des éléments dominants chez eux ! Pour les militants de la CGT, la démarche à privilégier était de soumettre à l'ensemble du personnel, les analyses et propositions élaborées, avec les syndiqués CGT.

Au début du conflit, assurer une AG et

une réunion des syndiqués et manifester tous les jours, ne paraissent pas comporter de difficultés majeures ! Mais après un mois, cette dynamique de lutte intense, alternera avec des moments d'épuisement ! Maintenir la cohésion des adhérents, des organisations, trouver chaque jour des initiatives nouvelles à proposer aux syndiqués et à l'ensemble des grévistes. Certains d'entre eux prenaient aussi des initiatives et passaient au local syndical, solliciter du matériel à distribuer. Cela reconfortait les militants et remontait le moral. Ce fut le cas avec la manifestation interprofessionnelle du 19 novembre : Cinq cents personnes le matin, à l'AG du personnel, puis défilé jusqu'au point de rassemblement où 6 000 personnes attendaient pour la manifestation. Une pêche d'enfer envahit tous les manifestants ! Mais la journée du lendemain fut grise, très grise ! La démarche « **tous ensemble** » ne s'était pas enclenchée ! Les PTT, sont à nouveau seuls dans la rue ! Dur ! dur ! Mais, ceux qui luttent, resteront forts avec le soutien et la solidarité des usagers et commerçants du quartier le « **on ne lâche rien !** » retentit à nouveau.

Puis viendra le jour où chez nous, comme dans tout le pays, les votes journaliers, jusque-là favorables pour la poursuite de la lutte, faibliront. F.O

appellera unilatéralement à la reprise ! Cela ne provoquera pas de heurts ! L'A.G. du lendemain votera la reprise (de justesse !) et décidera de rentrer « **tous ensemble** » en déclarant : « **Nous sommes pour la reprise avec ceux et celles qui ont repris le travail, nous sommes avec ceux et celles qui continuent la grève** » il n'y eut pas les ressentiments habituels lors de cette reprise. L'analyse des acquis de cette action exceptionnelle posera cependant quelques interrogations. Ceux-ci étaient importants, sauf sur deux revendications principales : l'acompte de 200 frs pour tous et les 1700 frs minimums pour tous. Cela occultera, en partie, les acquis positifs ! Notamment :

- **Titularisation immédiate de 6 000 auxiliaires**
- **Départ à la retraite dès 55 ans pour le personnel des centres de tri**
- **Revalorisation des primes et indemnités**
- **Amélioration du déroulement des carrières**
- **Coup d'arrêt à la volonté gouvernementale de privatiser les Télécoms et démanteler le service public**
- **Satisfaction de nombreuses revendications locales**



# Lutte dans « le Bâtiment »

## Entretien avec Guy Mahérou

Recueilli par Jean-Claude Malé en août 2024 .



En manif; de gauche à droite : Laurent Blond et Alvaro Garcia CGT Turboméca, Guy Mahérou (parapluie) secrétaire de l'UL de Pau, Georges Reck secrétaire général de l'UD CGT, Henry Prévot secrétaire de l'UD forges Boucau-Tarnos, Arrino secrétaire du SNES-FN 64

Dans une entreprise du bâtiment de la région paloise, sans syndicat constitué, une grève d'un mois, très largement suivie, aboutit à la réintégration des cinq ouvriers et chefs d'équipe licenciés.

Nous sommes en 1963, la situation est très dure pour le monde ouvrier. Le général de Gaulle règne sur la France. Au prétexte des « événements d'Algérie », les manifestations sont interdites, même le 1<sup>er</sup> mai, et sévèrement réprimées. Le 17 octobre 1961 une manifestation des Algériens de Paris fait deux cents à trois cents victimes, jetées dans la Seine. Le 8 février 1962, une manifestation pour la paix en Algérie, à Paris, se solde par neuf morts au métro Charonne.

La presse est muselée : censure, saisie de journaux, radio et télévision (1 chaîne) sont étroitement contrôlées par le Ministère de l'information « la voix de la France ».

le 19 mars 1962, les accords d'Évian enclenchent le processus d'indépendance de l'Algérie, la fin de la Guerre, le retour des jeunes appelés, l'exode des Français d'Algérie, la défaite d'une forme de colonialisme.

Les revendications sociales, refoulées depuis 1958 à l'arrivée du général de Gaulle, reprennent de la vigueur.

L'hiver 1963 (du 1<sup>er</sup> au 29 mars) est marqué par un premier grand conflit social : la grève des mineurs de fer, de charbon, encore première énergie. Son déclin est engagé, il y a plus de profit à faire avec le pétrole. De Gaulle décrète la réquisition, les mineurs la refusent unanimement, de Gaulle va céder, négocier sans révocation, avec des résultats.

À Pau et dans la région, en ce début d'année 1963, la construction est en pleine expansion, stimulée par les retards des années précédentes, par l'essor industriel dû à la découverte du gaz et du pétrole à Lacq (64), de l'aéronautique (Turboméca), par l'affluence de rapatriés d'Afrique du Nord et par le programme de construction de collèges ...

L'entreprise « Moreau », plomberie, sanitaire, zinguerie, dépannage électro-ménager atteint les 250 salariés. Entreprise au départ familiale, le fondateur a transmis la direction à son fils Max Moreau.

Les équipes sont présentes sur les nombreux grands chantiers du secteur. Leur activité se situe à des moments clef de la construction. Le moindre retard ou arrêt bloque les chantiers, avec de lourdes conséquences financières.

La direction a jusque-là évité toute activité syndicale et représentation du personnel.

Estimant la période propice, quelques ouvriers et chefs d'équipes, membres du PCF, se concertent sur le lancement d'un syndicat CGT.

En 1963, pas de section syndicale d'entreprise, pas de droit syndical en entreprise, pas de délégué syndical désigné et donc protégé.

Pour lancer un syndicat, il fallait aux salariés une concertation secrète, déposer le lendemain une demande d'élection de délégués du personnel et au comité d'entreprise, avec une liste nominative signée et déposée à l'inspection du travail et à la direction. Cela permettait d'enclencher une protection légale contre le licenciement, qui suivait généralement ce « crime de lèse-majesté ».

Dans ce cas ils n'ont pas été assez vite, le patron Max Moreau a envoyé aux cinq impudents une lettre de licenciement sous divers prétextes. Il s'agissait d'ouvriers et de chef d'équipes anciens, connus et appréciés par leurs collègues, leurs noms : Guillaume Morcate, Angel Ferrer, Gaby Bérard...

En recherche d'appuis, Max Moreau, va trouver le jeune chef de chantier Guy Mahérou (25 ans), connu comme « bon chrétien ». Espérant le rallier à sa cause, il lui demande son avis.

Réponse : « bien sûr, je suis totalement solidaire avec ces collègues, injustement licenciés » ; Max : « Ah bon, tu fais partie de ce clan ? ». Il n'était pas dans la confiance, il ne lui restait plus qu'à les rejoindre.

L'annonce de ces licenciements a fait l'effet d'une provocation pour les compagnons, faisant remonter les revendications longtemps refoulées.

Les chantiers s'arrêtent les uns après les autres, les ouvriers revenant à l'entreprise pour avoir des nouvelles.

Une assemblée générale se réunit et décide de constituer le syndicat : Guy Mahérou, jeune, apprécié, calme, doté d'une voix puissante, se retrouve secrétaire du syndicat CGT.

La grève pour la réintégration massivement suivie va durer trois semaines, le patron ne voulant rien lâcher. Les chantiers sont bloqués, les autres entreprises

craignent la contagion, le dénouement a lieu en préfecture, où Max Moreau a dû acter la réintégration des licenciés.

Le travail a donc repris, les élections des délégués du personnel et du comité d'entreprise ont eu lieu, plaçant en tête les candidats CGT avec 80 % des voix. Le patron avait suscité une liste CFTC qui n'eut pas de suite.

Puis suivent, les règlements des heures supplémentaires, les questions de primes de découcher des chantiers extérieurs, les primes de panier... un journal syndical d'entreprise est édité.

L'entreprise a disparu dans les années 1990, absorbée (vendue) au groupe Schlumberger.

#### Autres conséquences :

- Relance de l'activité de la fédération du bâtiment du 64.
- Nomination de Guy à l'organisme de contrôle de la sécurité sur les chantiers OPBTP
- Élection de Guy à la fonction de secrétaire de l'UL CGT Pau banlieue en 1965 (bénévole) et sur heures de délégations (mensuellement : D.P 15h ; CE 20h).
- Voir le site gratuit : Maitron en Ligne à Mahérou Guy (<https://maitron.fr/spip.php?article145503>).
- Voir sur le site IHS CGT 64 dans « vidéothèque » : « Le Mai 68 de la CGT » et « Conférence débat sur 40 ans de Mai 68 »



Congrès CGT construction 64 vers 1977 : à la tribune, Guy Mahérou

## L'IHS CGT 64 SERA PRÉSENT AU SALON DU LIVRE DE PAU AU PALAIS BEAUMONT « LES IDÉES MÈNENT LE MONDE »

Les 29 et 30 novembre et le 1er décembre 2024

Nous vous attendons sur notre stand

Venez découvrir la collection de livres de notre institut

Notre site vous permet de consulter nos publications, les vidéos de nos soirées débat, des photos et des documents issus de nos archives: <https://ihs64.fr/index.php>

Site de l'IHS Aquitaine : <https://www.ihsacgtaquitaine.org/ihsa/>

Site de l'IHS national : <https://www.ihs.cgt.fr/>

# À Jacques Dusser

Pau le 16 août 2024

**Hommage au funérarium de Pau par Jean-Claude Malé, vice-président de l'IHS CGT 64**



Jacques, mon ami Jacques, cheminot à la CERNAM de Pau depuis les années 1970, militant toujours présent dans les actions de la CGT et du PCF. Rares sont les manifestations auxquelles il n'a pas participé en 50 ans.

Présent sur les lieux de mémoire de la Résistance, avec ses camarades cheminots anciens résistants et déportés, il prit jeune, à 33 ans, la relève de porte-drapeau de l'ANACR.

Remplaçant le titulaire Alluet, vite décédé, il accomplira cette tâche difficile et très prenante jusqu'à ces derniers mois (près de 40 cérémonies et obsèques par an).

Avec l'ANACR, il sera de la création de « l'Amicale du camp de Gurs » en (1979), et membre du conseil d'administration depuis 1997 où il succède à Didier Naude et au bureau depuis 2002 à ce jour. Toujours assidu aux cérémonies, souvent l'un des rares drapeaux ou parmi les nombreux.

L'activité de l'ANACR baissant avec le décès des anciens, il rejoint l'équipe du musée de la Résistance et de la Déportation des Pyrénées Atlantiques à Pau de 2009 à 2018.

À la CGT de la gare de Pau, il est l'une des figures marquantes du syndicat des actifs, puis des retraités. Actif également pour la « Mutuelle Générale des Cheminots », « l'Amicale Nationale des Cheminots Anciens Combattants ».

Présent dans toutes les luttes et notamment pour la réouverture de la ligne internationale Pau/Canfranc coupée en 1970, longue lutte toujours en cours, pour laquelle les cheminots CGT de Pau et de la vallée d'Aspe se sont engagés à fond et ont subi la répression.

Militant discret, présent, souriant, accueillant mais gêné par une élocution difficile.

Ses rares interventions dans les organisations CGT étaient toujours écoutées avec un grand respect.

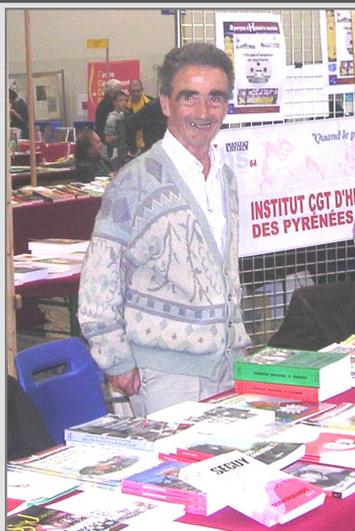
Il participe plusieurs années à la CE de l'UL de Pau dans les années 70, puis 2000, au titre des retraités cheminots, très apprécié de la jeune génération.

Au Parti Communiste Français, il a tenu toute sa place de militant à Gelos, à la gare et à Pau, préférant l'action aux longs débats.

Enfin, en 1998, il est parmi la petite équipe Béarnaise de l'Institut d'Aquitaine qui fonde en janvier 2000 l'Institut CGT d'Histoire Sociale des Pyrénées Atlantiques. Depuis, il en est un membre très actif du conseil d'administration, du bureau et du conseil d'administration de l'IHS Aquitaine.

Toujours présent aux tables de livres, lors des salons de Pau, d'Orthez, aux nombreux congrès et assemblées générales. Un temps archiviste, il participe à plusieurs rencontres nationales des Instituts, aux stages de formation. Il est un militant sur qui l'on peut toujours compter, avec sérieux et partager de bons moments de rigolade et de convivialité.

**Addichatz Jacques, tu as bien rempli ta vie.**



## Soirée débat au Méliès :

### La CGT et la guerre d'Algérie autour du film : Avoir 20 ans dans les Aurès



Ce douze septembre 2024 en fin d'après-midi, nous étions dans le grand hall d'accueil du nouveau « Méliès » (inauguré en 2023), grand et fonctionnel cinéma multisalles de Pau.

Nous avons installé deux tables de livres à l'entrée de l'espace bar et au pied de l'escalier d'accès aux salles.

Trois films ce soir-là, une bonne affluence, dont pas mal de camarades. Environ 80 personnes ont participé à cette soirée dont une dizaine de jeunes étudiants. Nous avons vendu une vingtaine de livres de l'IHS. Nous avons l'impression que notre public était inférieur à nos prévisions dans une salle de 120 places.

A 20 heures, les livres couverts, nous montons à la salle et nous avons l'agréable surprise de la trouver quasi pleine, pour moitié connus et moitié tout public.

Alain Serre, notre président, réussit le difficile exercice de résumer en 20 minutes le thème « la CGT et la guerre d'Algérie », dans une grande qualité d'écoute.

Le film de René Vautier « Avoir 20 ans dans les Aurès », longtemps interdit de diffusion, est l'histoire d'un groupe de jeunes bretons, hostiles à la guerre, relégués dans le désert, qui sont entraînés dans la guerre de commando, dans une vallée de pierre et de sable vidée de ses habitants, villages détruits. Portrait de jeunes hommes de 1960 emportés dans la folie de la guerre.

Applaudissement nourris pour ce film terrible, qui ravive beaucoup de mauvais souvenir pour les anciens, et que les plus jeunes découvrent ...

Suit le débat, animé par Alain Serre et Jean-Claude Malé, auquel ont assisté les trois quarts des spectateurs. Une dizaine d'intervenants, apportant des éclairages complémentaires sur cette triste période, des réflexions sur les liens avec notre époque... Fin de séance à 23 h dans une ambiance fraternelle...

Le sujet mérite plus d'approfondissement, à suivre en 2025 ...

**Visible sur notre site IHS64**, l'introduction d'Alain Serre et une partie des interventions.

**Jean-Claude Malé – Vice-Président**



# SOIRÉE DÉBAT

LE JEUDI 21 NOVEMBRE 2024

À 18 HEURES

À LA MÉDIATHÈQUE D'ESTE À BILLÈRE

3 RUE DE LA PLÉIADE

LE CNR, SON PROGRAMME ET L'ACTUALITÉ  
DE LA DÉFENSE DES CONQUIS SOCIAUX



- **Présentation du thème suivi du documentaire :**  
" Une histoire du Conseil National de la résistance" ( CNR )
- **Débat dans la salle**
- **Le verre de l'amitié sera ensuite offert aux participants**

**CETTE INITIATIVE S'INSCRIT DANS LA PRÉPARATION  
DES LUTTES À VENIR FACE AU CAPITAL**



## Bulletin d'adhésion 2024



Nom et prénom :  
ou intitulé du syndicat .....

Adresse : .....

Courriel : ..... Téléphone : .....

### Adhésion individuelle

- 17 € - Cotisation de base avec l'abonnement à « Pyrénées 64 en lutte » (4 par an)
- 31 € - Cotisation + abonnement à la revue « Aperçus » (3 par an)
- 44 € - Cotisation + abonnement à la revue « Aperçus » (4 par an) et aux « Cahiers d'histoire sociale »

### Adhésion collectives (syndicats - associations)

- 70 € - moins de 50 adhérents
- 80 € - de 50 à 100 adhérents
- 90 € - unions locales et + de 100 adhérents
- 100 € - union départementale

La cotisation comprend l'abonnement à « Pyrénées 64 en lutte » à la revue « Aperçus » et aux « Cahiers d'histoire sociale »

Paiement par chèque à l'ordre de l'IHS  
CGT 64 ou par virement sur le compte  
du Crédit mutuel ci-contre :

Identifiant international de compte bancaire

IBAN (International Bank Account number)

FR76 1027 8022 7100 0184 4324 097

TITULAIRE DU COMPTE  
ACCOUNT OWNER

INSTITUT CGT D HISTOIRE SOCIALE  
DES PYRENEES ATLANTIQUES  
49 AVENUE DUFAU  
64000 PAU